

République slovaque

Le PIB devrait croître de 2.1 % en 2024 et 2.7 % en 2025. Les salaires réels et la consommation augmenteront grâce au repli de l'inflation. L'assouplissement des conditions financières, l'absorption accrue des fonds du plan de reprise et de résilience de l'UE et le redressement attendu de la demande extérieure stimuleront l'investissement et les exportations. Les principaux risques tiennent à une recrudescence des prix mondiaux de l'énergie et des perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Un assainissement ambitieux des finances publiques est nécessaire pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires, favoriser le processus de désinflation et se préparer au vieillissement rapide de la population. Renforcer l'efficacité de la dépense publique et poursuivre les réformes du système de retraite et des allocations familiales peuvent contribuer à améliorer la viabilité budgétaire. Transférer une partie de la charge fiscale du travail vers les impôts sur le patrimoine et les taxes environnementales, et agir pour améliorer l'absorption des fonds de l'UE sont autant de mesures qui pourraient favoriser la croissance.

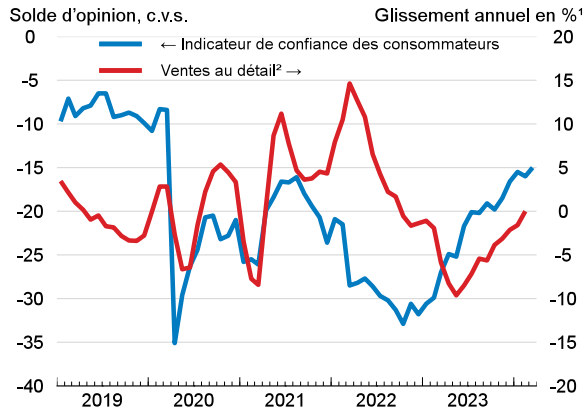
L'inflation a ralenti et l'activité économique reste atone

Le PIB a progressé de 0.5 % (en glissement trimestriel) au dernier trimestre de 2023, tiré par la vigueur de l'investissement liée à l'utilisation des fonds structurels de l'UE. La consommation privée a continué de se contracter et les exportations ont fléchi. La confiance des consommateurs et les ventes au détail se sont améliorées ces derniers mois, mais restent faibles. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé a nettement reculé, s'établissant à 2.7 % en mars, la hausse des prix des produits alimentaires ayant sensiblement ralenti, et les mesures d'aide destinées à faire face à l'augmentation des prix de l'énergie ont été reconduites jusqu'en 2024. Toutefois, les tensions inflationnistes sous-jacentes restent fortes, l'inflation sous-jacente harmonisée ressortant à 3.9 % en mars. Le marché du travail fait preuve de résilience et le taux de chômage est proche de ses niveaux antérieurs à la pandémie. La hausse des salaires réels est redevenue positive au dernier trimestre de 2023 et s'est accélérée au début de 2024.

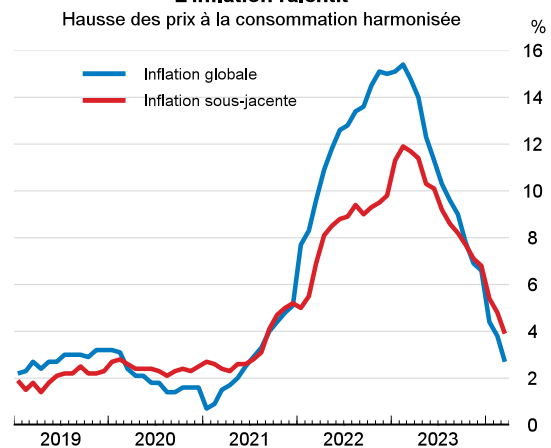
La production et les nouvelles commandes d'automobiles ont fléchi à la fin de 2023 et au début de 2024, sur fond d'essoufflement de la demande extérieure et de nouvelles perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. Les taux d'intérêt restant élevés, la croissance des prêts au secteur privé a continué de se tasser. Les prix des logements se sont stabilisés à la fin de 2023, après un glissement d'environ 10 % par rapport à leur pic du troisième trimestre de 2022.

République slovaque

La confiance des consommateurs et les dépenses de consommation se redressent




L'inflation ralentit



1. Moyenne mobile sur trois mois.

2. En volume.

Source : Base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Office statistique de la République slovaque (*Štatistický úrad Slovenskej republiky*) ; et indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), base de données d'Eurostat.

StatLink  <https://stat.link/qj37ri>

République slovaque : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
République slovaque						
Prix courants milliards de EUR						
		Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	93.4	4.8	1.9	1.6	2.1	2.7
Consommation privée	53.7	2.7	6.2	-3.0	0.4	2.9
Consommation publique	19.6	4.2	-4.5	-0.6	1.5	1.0
Formation brute de capital fixe	18.2	3.5	5.7	10.6	5.2	3.4
Demande intérieure finale	91.5	3.2	3.7	0.1	1.6	2.6
Variation des stocks ¹	0.0	2.4	-0.7	-4.9	2.7	0.0
Demande intérieure totale	91.4	5.9	2.9	-4.2	4.4	2.6
Exportations de biens et services	79.3	10.4	3.2	-1.0	2.3	3.1
Importations de biens et services	77.3	11.6	4.5	-6.9	4.7	2.9
Exportations nettes ¹	2.0	-0.8	-1.2	6.3	-2.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	7.5	10.1	5.6	2.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	12.1	11.0	2.9	3.3
IPCH sous-jacent ²	—	3.3	8.2	9.5	3.9	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.8	6.1	5.8	5.9	5.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.2	-2.5	1.6	3.5	3.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.2	-1.7	-4.9	-5.8	-5.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	79.6	65.3	63.4	65.8	67.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	61.1	57.7	56.0	58.4	60.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.0	-7.3	-1.6	-3.3	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/vsq5lm>

L'orientation budgétaire reste expansionniste à court terme

La loi de finances de 2024 cible un déficit des administrations publiques de 6 % du PIB. Elle comporte des mesures d'assainissement équivalant à environ 1.5 % du PIB, mais prévoit également des dépenses supplémentaires. Les mesures d'assainissement portent surtout sur les recettes et comprennent une majoration de la fiscalité sur le tabac et l'alcool, un relèvement des cotisations de sécurité sociale au titre de l'assurance maladie et une augmentation de l'imposition des bénéfices bancaires. Dans le même temps, la loi de finances prévoit également des dépenses supplémentaires consacrées à la revalorisation du treizième mois de retraite, des avantages fiscaux au titre des emprunts immobiliers et au prolongement des mesures non ciblées d'aide énergétique. Dans l'ensemble, l'orientation budgétaire reste expansionniste en 2024, en partie du fait de la plus grande utilisation escomptée des fonds du plan de reprise et de résilience de l'UE. Le gouvernement compte ramener le déficit budgétaire à 5 % du PIB en 2025, mais les mesures d'assainissement nécessaires pour y parvenir n'ont pas été précisées. Les projections reposent sur l'hypothèse d'un assainissement structurel modéré d'environ 0.5 point de PIB en 2025.

La croissance devrait s'accélérer

Les salaires réels augmenteront à la faveur de la décade de l'inflation, ce qui entraînera le redressement de la consommation privée et, dans une certaine mesure, la poursuite de la reconstitution de l'épargne des ménages. L'assouplissement progressif des conditions financières et l'utilisation des fonds du plan de reprise et de résilience de l'UE stimuleront l'investissement en 2024 et 2025. Les exportations devraient globalement augmenter parallèlement à la reprise escomptée de la demande extérieure. L'inflation sous-jacente va continuer de ralentir, mais moins rapidement, en raison des effets des hausses des salaires et de l'indexation des prestations sur l'inflation antérieure. L'inflation globale repartira légèrement à la hausse en 2025 dans l'hypothèse de la suppression progressive des mesures d'aide énergétique. La poursuite de la guerre en Ukraine ou une escalade du conflit au Moyen-Orient pourrait provoquer une nouvelle flambée des prix mondiaux de l'énergie et freiner la demande extérieure. De nouvelles perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le secteur automobile ou un redressement poussif de la demande européenne (en particulier en Allemagne) pénaliseraient particulièrement la croissance. Un assainissement budgétaire inférieur aux hypothèses pourrait aviver les tensions inflationnistes.

Un assainissement ambitieux des finances publiques est nécessaire

La pandémie et les crises énergétiques ont entraîné une nette dégradation des finances publiques, et le ratio dette publique/PIB a augmenté d'environ 10 points de pourcentage entre 2019 et 2022 (57.4 % du PIB). Il faut mettre en œuvre une stratégie d'assainissement budgétaire à moyen terme en mettant l'accent sur l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, en particulier en tirant mieux parti des examens de dépenses et en s'attaquant au défi du vieillissement rapide de la population. Il est aussi nécessaire de réformer le régime des retraites de façon à atténuer les tensions sur les dépenses et à prolonger la vie professionnelle, notamment en durcissant les dispositifs de retraite anticipée. Développer l'emploi des mères de jeunes enfants diminuerait les effets de la contraction de la population active, tout en réduisant l'écart de rémunération entre les genres. Cela suppose d'améliorer l'accès à des structures d'accueil des enfants abordables et de qualité, de promouvoir des modes d'organisation du travail plus flexibles et de réduire la durée des congés parentaux, actuellement longs. En mettant en place des formations ciblées pour améliorer l'élaboration des projets et renforcer les capacités de mise en œuvre, on pourra rendre l'investissement public plus efficace et tirer pleinement parti des retombées des importants transferts de fonds en provenance de l'UE. Des réformes de la fiscalité visant à transférer une partie de la charge fiscale du travail vers les impôts sur le patrimoine et les taxes environnementales pourraient favoriser la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1
An unfolding recovery

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c6b4f3a8-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.